

<https://ricochets.cc/Centrale-nucleaire-de-Tricastin-Drome-des-risques-radiologiques-supplementaires.html>



**Centrale nucléaire de Tricastin,
Drôme : des risques
radiologiques supplémentaires
pour les agen-te-s et les
sous-traitant-e-s.**

Publication date: lundi 22 juillet 2019

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Une enquête passionnante en intégralité sur Mediapart (pour les documents et vidéos il faut un abonnement à [Mediapart](#)) sur les 4 réacteurs au MOX vieillissants et premiers candidats à une prolongation de fonctionnement au-delà de quarante ans. L'État comme le PDG l'EDF rêvent d'au-delà de 60 ans. Les apprentis sorciers de la nucléocratie.

Centrale du Tricastin : EDF triche avec la sûreté nucléaire

[19 JUILLET 2019 PAR JADE LINDGAARD](#)

Selon des témoignages recueillis depuis six mois par Mediapart auprès de plusieurs personnes travaillant à la centrale nucléaire du Tricastin, les problèmes s'accumulent sur ce site depuis deux ans. Au point qu'EDF évite de déclarer des incidents à l'Autorité de sûreté. Tout cela dans l'espoir de préserver l'image du premier réacteur à subir l'inspection des 40 ans.



C'est la centrale nucléaire la plus importante de France, car c'est là que se joue l'avenir du parc : le réacteur numéro 1 du site du Tricastin (à cheval entre la Drôme et le Vaucluse) connaît actuellement la première visite des 40 ans, la « quatrième visite décennale » en langage nucléaire. Pour EDF, c'est le rendez-vous le plus important de l'année, car Tricastin est « une tête de série », la première installation à subir cette inspection en profondeur par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Selon de nombreux témoignages, des documents internes, des vidéos et des photos recueillis depuis plusieurs mois par Mediapart, les problèmes s'accumulent sur ce site. Interrogé dans le cadre de cette enquête, le groupe assure respecter les règles qui s'imposent à lui. Également sollicitée par Mediapart, l'ASN est plus sévère. En 2017 le site de production nucléaire avait été placé sous contrôle renforcé. Le gendarme du nucléaire déclare rester « vigilant » sur le sujet (l'intégralité de leurs réponses à nos questions peut être lue sous l'onglet Prolonger de cet article).

Cette étape est essentielle, car des résultats des examens menés par ses experts dépend l'autorisation, ou non, à continuer de produire de l'électricité. Au sein du groupe, l'opération porte un nom de code : TTS VD4 CPY. C'est la principale mission du nouveau directeur du site, nommé début 2017, Cédric Hausseguy. Si l'ASN conclut négativement, cela retardera les inspections des 34 autres réacteurs de 900 mégawatts (MW), les moins puissants mais les plus anciens.

Dans l'industrie nucléaire, les procédures sont standardisées : ce qui est valable pour un équipement l'est pour tous les autres du même type. Cette inspection au Tricastin est donc le test décisif de la faisabilité du prolongement des centrales françaises. En cas d'avis négatif, la loi énergie climat en cours de vote au Parlement, qui prévoit le report à 2035 de la baisse de la part de l'atome à 50 % dans la production d'électricité, deviendrait difficilement applicable.

Si le prolongement de l'activité des réacteurs de 900 MW (Dampierre, Gravelines, Blayais, Chinon, Cruas et Saint-Laurent-des-Eaux) devait être compromis, cela priverait EDF d'une manne dont dépend sa survie

économique : le palier des 900 MW représente chaque année une dizaine de milliards d'euros de recettes (voir notre calcul en boîte noire) - soit autant que le coût actuel estimé de l'EPR en construction à Flamanville. S'ils fonctionnent dix ans de plus, c'est donc une centaine de milliards d'euros de garantie. Or le groupe est gravement endetté : près de 80 milliards d'euros en comptant les emprunts obligataires (voir cette analyse de Martine Orange à ce sujet). « Si EDF considère qu'elle ne peut pas, pour des raisons techniques ou économiques, mettre en oeuvre les prescriptions de l'ASN, le réacteur devra être arrêté », confirme l'autorité de sûreté à Mediapart. De son côté, EDF assure attendre « sereinement les décisions de l'ASN et s'y soumettra ».

Selon de nombreux témoignages recueillis depuis plusieurs mois par Mediapart auprès de personnes travaillant à la centrale nucléaire du Tricastin, les problèmes s'accumulent sur ce site depuis deux ans. Au point que des incidents sont amenuisés et déclarés avec retard à l'ASN.

Tout cela dans l'espoir de ne pas dégrader les indicateurs évaluant le niveau de sûreté du site. Cette situation inquiète des agent-e-s et prestataires. Cette démarche est extrêmement rare de la part de personnel du nucléaire, soumis au secret professionnel et habituellement méfiant envers les journalistes. La multitude des faits rapportés révèle un problème systémique entre les murs de la centrale nucléaire la plus sensible de France. Il ne s'agit pas seulement de l'accumulation d'incidents isolés mais d'une attitude répétée, et dirigée toujours dans le même sens : rendre public aussi peu de problèmes que possible.

Que se passe-t-il à la centrale nucléaire du Tricastin ?

Janvier 2018, à la centrale du Tricastin. Comme chaque année, l'équipe dirigeante du site et l'ASN se réunissent pour établir les objectifs de l'année qui commence. Beaucoup d'incidents ont été déclarés en 2017 : 49 événements significatifs, dont 39 pour la sûreté et 7 de niveau 1 sur l'échelle Inès.

C'est trop aux yeux de la direction, qui a mis en place un plan de rigueur environnemental, baptisé « Plan de mobilisation managérial environnement », le « P2ME ». Il vise notamment à régler un problème récurrent : la maîtrise du « confinement liquide ». De quoi s'agit-il ? L'ASN le dit plus crûment lors de sa propre présentation : « Encore de nombreux déversements de substances dangereuses ou radioactives. » Et toujours ce souci de « fuites sur les joints inter-bâtiments ».

Interrogé à ce sujet par Mediapart, EDF répond aujourd'hui qu'« aucun déversement de substances dangereuses ou radioactives n'a fait l'objet d'un événement significatif et aucun déversement n'a été détecté en 2019. Les importants travaux de réfection des rétentions ainsi que les mises à jour de nos analyses de risques ont permis de réduire significativement les événements de type "confinement liquide" » (Vous pouvez retrouver l'intégralité de leurs réponses à nos questions sous l'onglet Prolonger).

De son côté, l'autorité de sûreté confirme le problème à Mediapart et ajoute qu'elle « avait également pointé le mauvais état de certaines rétentions ou réservoirs destinés à recueillir ces déversements avant qu'ils atteignent l'environnement ». Elle précise avoir également demandé à EDF la remise en état de joints entre les bâtiments et de caniveaux de récupération d'éventuelles fuites et de joints inter-bâtiments.

Parmi les autres points faibles identifiés par le gendarme du nucléaire : le « manque de rigueur dans l'application des pratiques de fiabilisation » ainsi qu'une « fragilité matérielle sur les fuites vapeur ». Et la gestion des déchets « reste encore fragile ».

Face à ces problèmes, EDF veut améliorer l'image de la centrale. L'inspection des 40 ans, qui doit avoir lieu l'année suivante, s'accompagne d'une enquête publique. Les citoyen-ne-s pourront donner leur avis. Le but premier affiché sur le document présenté aux cadres dirigeants est donc d'« améliorer et pérenniser les performances environnementales pour réussir l'enquête publique liée à la VD4 du site ». Mais cette intention va se heurter à la réalité des faits.

« Je trouve inacceptable le manque de moyens matériels »

Huit mois plus tard, le 31 août 2018, une équipe de l'ASN conduit une inspection sur le thème du génie civil à la centrale nucléaire du Tricastin. La visite décennale n'a pas encore démarré. Les inspecteurs apprennent à cette occasion que deux jours plus tôt une fuite d'eau s'est produite dans des bâtiments électriques de la zone contrôlée, la partie nucléaire du site.

Ils en font état dans une lettre de suite publiée le 16 octobre sur le site de l'autorité : « Quelques écoulements » ont été constatés en haut du bâtiment périphérique pendant la nuit au 28 au 29 août. Le matin du 29, vers 9 h 15, « un écoulement d'eau » est repéré dans les locaux électriques au sous-sol de l'édifice. « L'origine de l'écoulement est identifiée vers 10 h 40. » Mais « l'écoulement est immédiatement arrêté ».

En réalité, ce n'est pas ce qui s'est passé, selon les documents et vidéos que nous avons recueillis. Selon nos informations, les fuites et leurs dégâts ont duré plus de 24 heures et touché des salles où est entreposé du matériel important pour la sûreté de la centrale nucléaire du Tricastin. Ce fut même une véritable inondation interne sur trois niveaux du bâtiment électrique.

En certains endroits, le niveau d'eau au sol atteignait 10 centimètres, comme on peut le voir sur cette vidéo tournée par un agent et mise en ligne sur l'intranet de la centrale à 1 h 17, dans la nuit du 29 au 30 août, soit 16 heures après le supposé arrêt de l'« écoulement » déclaré à l'ASN. On y voit - et on entend - qu'il pleut à grosses gouttes dans cette pièce où se trouvent des équipements électriques.

Le local touché est un endroit particulièrement sensible de la centrale. C'est là que se trouvent des vannes « ASG » (« alimentation de secours des générateurs »), comme on le voit distinctement sur la vidéo. Ces vannes servent à l'alimentation de secours des générateurs de vapeur. Ces appareils sont essentiels à la sûreté d'une centrale, car « en cas de situation accidentelle et d'arrêt du réacteur, ce sont eux qui servent de source pour refroidir les générateurs. C'est un système important » explique Manon Besnard, spécialiste en sûreté nucléaire pour Wise Paris. À Fukushima, en 2011, c'est la perte cumulée de source froide et d'électricité qui a causé l'accident du réacteur, comme l'explique l'IRSN. Dans le document régissant la sûreté de la centrale du Tricastin, les circuits ASG sont classés parmi les systèmes de sauvegarde « importants pour la sûreté ».

Ce sérieux problème de fuite a été détecté et analysé en temps réel par le chef d'exploitation de la centrale. Cette personne joue un rôle très important, car elle dispose de la délégation des pouvoirs du directeur de l'unité. Sa parole est souveraine et fait acte d'autorité. Dans la nuit du 29 au 30 août, c'est lui qui doit garantir la sûreté du site nucléaire. Et ce soir-là, ce qu'il observe le met en colère.

Dans un message envoyé à 4 h 54 du matin au directeur de la production du site, Emmanuel Boissy, un des grands chefs du site, et à plusieurs autres responsables, il décrit en détail « l'inondation interne » en cours dans le réacteur n°3. Cette expression n'est pas choisie au hasard : « inondation interne », c'est un terme codifié en nucléaire.

Dans le guide de la sûreté d'EDF, les « inondations d'origine interne » sont classées parmi les « agressions internes pouvant générer des risques vis-à-vis des intérêts protégés ». Il s'agit d'une situation sérieuse. Nous sommes 21 heures après la fin supposée de la fuite, selon le récit rapporté par l'ASN.

Dans ce même message envoyé aux directeur-ice-s dans le but de préparer la réunion quotidienne à 8 h du matin, pour dresser le bilan de la nuit de travail, le chef d'exploitation écrit : « 24 heures après sa découverte, cet aléa n'est toujours pas soldé. » Alors que dans certains locaux « le niveau d'eau atteignait 10 cm », impossible de mettre la main sur le matériel nécessaire pour aspirer l'eau et stopper l'inondation.

Le chef de la sûreté d'une des plus grosses centrales nucléaires du pays s'est vu contraint d'emprunter un aspirateur à Onet, le prestataire de nettoyage, qui l'a lui-même obtenu après d'un autre sous-traitant, Samsic. Deux agents ont fini d'éponger l'eau à la raclette, comme dans une vulgaire piscine municipale, alors que la scène se déroule en zone contrôlée.

« Personnellement je trouve inacceptable le manque de moyens notamment matériel », écrit le chef d'exploitation dans ce courriel nocturne. Aucun de ces problèmes ne transparaît dans la lettre de suite de l'ASN. Pourtant « il s'agit d'un événement d'agression interne, qui à ce titre paraît sous-déclaré. Il y a un sérieux écart entre la manière dont l'ASN est informée de l'événement et la façon dont il semble s'être déroulé », analyse Yves Maignac, directeur de Wise Paris, et membre du groupe permanent d'experts pour les réacteurs de l'ASN, au vu des documents que nous nous sommes procurés et que nous lui avons présentés.

EDF a-t-elle cherché à dissimuler l'ampleur et la gravité des faits ? Interrogé précisément à ce sujet, le groupe nous

répond par un long développement technique qui ne dit rien sur le fond : « Dans le local, les seuls matériels présents sont des batteries, elles sont EIPS [éléments importants pour la protection des intérêts - ndlr] mais elles sont surélevées. La présence d'eau au sol dans ce local n'est pas susceptible d'affecter des matériels EIPS. » (Lire la suite en Prolonger). De son côté, l'autorité de sûreté dit avoir été prévenue que les opérations de pompage et de nettoyage de l'eau se sont poursuivies jusqu'au matin du 30 août, sans plus de détails.

Les matériels ont-ils été endommagés par cette inondation ? Lors de la visite du 31 août, les inspecteurs de l'ASN constatent que certains câbles, des mises à la terre et des gaines ont été immergés ou atteints par l'eau. Et que des effluents passés de la zone contrôlée vers l'extérieur étaient contaminés au tritium, c'est-à-dire de l'hydrogène radioactif, avec une activité maximale de 2 000 becquerels par litre.

C'est 200 fois plus que la limite fixée par le code de santé publique pour déclencher une enquête sur la radioactivité de l'eau. L'atteinte du sol ou de la nappe par l'écoulement « ne peut pas être totalement exclue » précise encore l'ASN. Dans sa réponse à Mediapart, elle précise avoir demandé « la mise en place de dispositions de surveillance particulière pour vérifier que cette eau, potentiellement infiltrée par les joints inter-bâtiments, n'a pas entraîné de pollution à l'extérieur des bâtiments ».

D'autres omissions et sous déclarations

Il pourrait s'agir d'un événement isolé. Or ce n'est pas la seule fois où EDF a joué avec les règles de déclaration et d'interprétation des événements de sûreté se produisant dans cette centrale, selon d'autres informations obtenues par Mediapart.

Un an plus tôt, le 2 août 2017, EDF déclare à l'ASN un événement significatif pour la sûreté de son réacteur no1 - celui qui fait l'objet de la visite des 40 ans en 2019 : il a dépassé sa puissance autorisée pendant 45 minutes. Cette situation de surpuissance est autorisée en théorie par l'autorité de sûreté, dans une certaine limite : la surcapacité est fixée à 102 % de la puissance nominale.

Cela correspond à une limite réelle de 100,4 % de la puissance nominale, compte tenu des incertitudes de mesures, explique l'ASN sur son site. Pourtant, ce qui s'est passé au Tricastin cet été-là soulève plusieurs problèmes.

Premier souci, l'incident a duré longtemps, comme l'explique l'ASN dans son avis d'incident. « Le 15 juin 2017, entre 11 h 57 et 12 h 42, l'alarme de puissance est apparue plusieurs fois en salle de commande pour signaler le dépassement de la puissance thermique produite par le coeur du réacteur 1. Les opérateurs n'ont cependant pas agi de manière suffisamment franche pour s'affranchir des légères perturbations de puissance : l'alarme est donc réapparue plusieurs fois pendant cet intervalle de temps. » C'est d'autant plus problématique que c'est la troisième fois de l'année que le réacteur dépasse sa puissance autorisée. C'est beaucoup. Car ce type d'incident est très rare dans le parc nucléaire français.

À ce sujet, EDF répond aujourd'hui en deux principaux arguments : « Il faut savoir que la limite réglementaire est de 102 %, mais qu'EDF a choisi de limiter à 100,4 % la puissance jusqu'en 2018, pour prendre en compte les éventuelles incertitudes de calcul. » En réalité, c'est l'autorité de sûreté et non EDF qui a établi une limite à 100,4 %. « Suite à une modification de la technologie, ces incertitudes sont désormais officiellement de 1,1 %, et donc la limite opérationnelle est de 100,9 % depuis 2019 », ajoute le groupe. Dont acte pour aujourd'hui. Mais ce nouveau seuil de référence ne s'appliquait pas en 2017.

Deuxième sujet : le retard de déclaration. En théorie, l'exploitant doit déclarer aussi vite que possible un incident significatif de sûreté. En dehors d'une situation d'urgence avérée, un délai de deux jours ouvrés suivant la détection de l'événement « est toléré », selon le guide de l'ASN du 21 octobre 2005. Pourtant presque sept semaines se sont écoulées entre l'épisode de surpuissance et l'information de l'autorité de sûreté. « Normalement, c'est déclaré tout de suite », explique à Mediapart un agent de conduite, employé dans une autre centrale, qui s'est déjà retrouvé dans cette situation. « Quand l'alarme de surpuissance sonne, c'est ce qu'on appelle une sortie de domaine. Il faut réagir

tout de suite. Ça prend quelques secondes pour ramener la puissance en dessous de 100 %. En une minute, c'est réglé. Vous appelez le chef d'exploitation, il fait un rapport expliquant les circonstances. Et ça part tout de suite à l'ASN. » Le silence de l'autorité dans sa note sur ce délai anormalement long interroge. De son côté, EDF explique aujourd'hui : « Les spécifications techniques d'exploitation sont complexes. Cet événement a nécessité un temps d'analyse et de caractérisation assez long en lien avec notre ingénierie et l'ASN. » Cette réponse contredit les prescriptions du guide de l'ASN.

Encore plus étranges sont les circonstances de l'information à l'ASN. Ce n'est que le 10 juillet que les ingénieurs de sûreté, des agents EDF en poste à l'année sur les centrales, disent avoir découvert le problème. Pourtant Mediapart a eu accès à la première fiche d'analyse sûreté du chef d'exploitation décrivant le dépassement de puissance. Elle date du 7 juillet, trois jours plus tôt. Pourquoi un tel délai ? Que s'est-il passé entre-temps ?

On le devine en comparant la conclusion de ce document interne avec une autre version de cette fiche, toujours datée du 7 juillet, et dotée du même intitulé, mais enregistrée trois semaines plus tard sur le réseau de la centrale, le 1er août 2017. Dans la première version de la note, le chef d'exploitation considère que « la limite de puissance thermique n'a pas été dépassée » et que « le caractère significatif » de l'incident n'est pas reconnu. Conséquence : pas de déclaration à l'ASN. Mais dans la version finale de la note du chef d'exploitation, on lit que « suite à rebouclage avec GPSN », autrement dit le Groupe performance pour la sûreté nucléaire, des experts nationaux d'EDF, « il s'avère que notre lecture du critère du courrier est trop restrictive ». Nouvelle conclusion : ; il faut déclarer à l'ASN.

Qu'est-ce qui a motivé ce changement complet d'interprétation ? Selon nos informations, la centrale aurait tout fait pour ne pas avoir à déclarer l'incident. L'ordre aurait été donné de démontrer que le dépassement de puissance ne dépassait pas six minutes. Car au-delà de cette durée fatidique, l'incident est automatiquement classé par l'ASN comme un événement significatif pour la sûreté de niveau 1, c'est-à-dire un problème sérieux. Pour Yves Marignac, directeur de Wise Paris, « Dans ce cas-ci, EDF joue sur la lecture et l'interprétation des chiffres pour éviter de déclarer. » Interrogé spécifiquement sur ce point, EDF maintient la chronologie qu'elle avait communiquée à l'ASN, ignore la discussion autour de la date du 7 juillet et ajoute : « Une caractérisation a donc été lancée en juillet, dont l'arbitrage direction a validé l'analyse du chef d'exploitation. À l'issue de cet arbitrage, le site a interrogé les services centraux "sûreté nucléaire" afin de s'assurer de la bonne décision, et le retour des services centraux, après analyse, a conduit à finalement déclarer cet événement. »

À ce sujet, l'autorité de sûreté confirme que l'exploitant a mal réagi dans un premier temps. Au point d'être convoqué par le gendarme du nucléaire : « C'est lors d'une vérification indépendante du service sûreté qualité (SSQ), datée du 10 juillet 2017, que le caractère potentiellement significatif de cet événement a été mis en évidence. L'ASN a été informée le 10 juillet 2017 et a demandé à EDF Tricastin, de venir lui présenter, dès le 13 juillet 2017, les situations rencontrées et l'analyse en cours. Ce n'est que le 1er août 2018, après une vérification impliquant l'échelon national d'EDF, que le dépassement du critère de puissance maximale fixé par les STE a été confirmé. » Par ailleurs, « à la suite de ces événements, la division de Lyon de l'ASN a mené une opération de contrôle renforcé, sous forme de 5 inspections ciblées et inopinées, à la centrale nucléaire du Tricastin pour évaluer la progression d'EDF sur la surveillance en salle de commande. Ces inspections ont mis en évidence une amélioration de l'organisation de la surveillance en salle de commande, mais l'ASN reste vigilante sur le sujet ».

« Nombreux cas de mal-être »

Dans le bilan annuel 2018 de la centrale, présenté le 26 février 2019, et consulté par Mediapart, on peut lire que tous les événements significatifs pour l'environnement (ainsi que quatre événements significatifs de sûreté) ont été « déclarés à la demande de l'ASN ». Autrement dit, pas à l'initiative de l'exploitant comme il en a pourtant l'obligation, mais à l'issue d'une visite du gendarme nucléaire, qui requalifie parfois a posteriori les incidents dont il prend connaissance.

Au total, fin décembre 2018, 44 événements significatifs sûreté ont été déclarés. En mars 2018, l'autorité de sûreté avait fait part de ses « questions » sur « l'écoute » de la filière interne de sûreté, ces agents EDF chargés de pister

les manquements aux règles dans les centrales, un peu comme les « boeufs-carottes » dans la police, « par les représentants de la direction lorsque ceux-ci doivent arbitrer le caractère déclaratif ou non de certains événements ».

EDF dissimule-t-elle à l'ASN des informations importantes pour la sûreté ?

« La direction de la centrale ne dissimule pas d'événements à l'ASN, répond le groupe. Les résultats de l'inspection réalisée en mars 2018 n'ont pas montré de défauts notables en termes de transparence du site. » L'autorité de sûreté porte, elle, avec son vocabulaire technique et son ton polissé, un regard plus sévère sur les méthodes de l'exploitant : « En 2018, le site du Tricastin a fait l'objet d'une "évaluation globale" par les services centraux d'EDF. Cette évaluation a conduit à réarbitrer, à froid, le caractère significatif de certains événements. Toutefois, ces événements étaient bien identifiés dans les documents d'exploitation, sans être classés "significatifs". »

Entre l'automne 2018 et février 2019, l'Autorité de sûreté a mené près de 70 visites d'inspection dans se site, a-t-on appris du bureau lyonnais du gendarme du nucléaire. C'est très largement au-dessus des chiffres habituels. Que se passe-t-il à la centrale nucléaire du Tricastin ? « Pour ce qui concerne la sûreté nucléaire, l'ASN a conduit 23 inspections sur la centrale du Tricastin en 2017 et 30 en 2018, nous répond l'autorité. Cette évolution est principalement liée à la surveillance particulière des activités de conduite décidée mi-2017 et à plusieurs inspections réactives réalisées à la suite de la déclaration d'événements significatifs par EDF. »

Mediapart a pu consulter le projet de procès-verbal de la séance extraordinaire du CHSCT qui s'est tenue le 21 mars 2019 - une version non signée. L'inspecteur du travail explique que « certains craignent les conséquences de la moindre erreur et la situation semble s'être accentuée récemment » et parle de « nombreux cas de mal-être ». Selon lui, « les contraintes extérieures paraissent plus fortes » au Tricastin qu'ailleurs.

Mais des questions plus précises sont aussi soulevées par l'inspection du travail : le non-respect des limites horaires, avec la pratique dite « EP Parking » qui consiste à sortir quelques minutes de la centrale pour contourner l'alarme des 13 heures de présence sur le site, et y recommencer à travailler une fois le compteur ramené à zéro. Ou encore des accidents du travail avec arrêt qui sont transformés en accidents sans arrêt, avec repos à domicile.

Une personne officiellement déclarée en arrêt auprès de son médecin a pointé sur son lieu de travail au même moment. Pour autant, aucune infraction au code du travail n'a été constatée par l'ASN - les relevés horaires des badges des salarié-e-s étant régulièrement effacés. En 2018, 48 % des accidents ont eu lieu en zone contrôlée.

La généralisation de la sous-traitance pour de multiples tâches, jusqu'à la gestion de l'accueil de la centrale, est critiquée par plusieurs prestataires joints par Mediapart. L'un-e d'entre eux décrit des contrôles non rigoureux et la présence sur le site de personnes qui n'y sont pas autorisées. Le haut fonctionnaire de défense et de sécurité a été saisi du sujet. « Tous les accès délivrés aux intervenants sont conformes à nos règles, répond EDF. Nos vérifications montrent qu'il n'y a aucune "largesse administrative" en ce qui concerne leur délivrance. »

Une personne travaillant pour le service de conduite de la centrale nous a secrètement fait parvenir des photos prises à l'intérieur de la zone contrôlée. Sur l'une d'entre elles, daté du 27 janvier 2017, un fût bleu entrouvre son bec, alors qu'une affichette indique qu'à cet endroit se dégage 1,2 millisievert (mSv) par heure de radioactivité. C'est presque autant que toute la dose annuelle autorisée pour les non professionnel-le-s. Pour douze mois glissants, la dose maximale autorisée d'un-e travailleur-e en centrale nucléaire atteint 6 mSv. À travailler à proximité directe d'un tel équipement, les limites annuelles sont vite atteintes.

Sur d'autres clichés pris au même moment, en janvier 2017, dans le bâtiment des auxiliaires nucléaires (BAN), en zone contrôlée, on découvre des entreposages pirates de poubelles, alors qu'officiellement, tout devrait être ordonné à sa place réglementaire. Ce capharnaüm crée des risques radiologiques supplémentaires pour les agen-te-s et les sous-traitant-e-s.

Le 14 juillet dernier, un prestataire du Tricastin a été contaminé au niveau des mains en manipulant une corde, a révélé le Dauphiné. D'un coup, il a été exposé au quart de la limite annuelle réglementaire de radioactivité. Ces conditions de travail difficiles sont au coeur des témoignages recueillis par Mediapart sur cette centrale depuis plusieurs mois. Toutes les personnes qui nous ont parlé ont exigé l'anonymat et la confidentialité absolue des échanges par peur de perdre leur travail ou de subir des sanctions.

Est-ce propre à ce site, ou la situation est-elle semblable dans le reste du parc ? Les éléments manquent pour répondre à cette question.

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete chez mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez vous connecter au site frenchleaks.fr.